

Coopération Sud-Sud: L'Afrique réinvente son économie



Mohamed El Ouafa, ministre des affaires générales et de la gouvernance (Photo ALM/chafik Arich)

Ouvrant les travaux de la réunion, Mohamed El Ouafa a dit l'intérêt du Maroc pour la coopération avec les autres pays africains et mis en exergue les grandes potentialités du continent.

Cinq thèmes majeurs pour une refondation économique à l'échelon du continent, c'est pour l'essentiel ce qui a fourni prétexte aux experts et aux diplomates africains de se réunir lundi à Rabat pour une conférence au sommet.

Placée sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi, initiée par l'Alliance pour la gouvernance, la réunion sur «la gouvernance en Afrique» veut réinventer l'économie africaine et réaliser son insertion appropriée dans le monde. Deux objectifs qui s'inscrivent en plein dans ce que l'Alliance considère comme la «reprise en main par l'Afrique de son destin».

Une reprise en main qui débute par l'intégration à l'économie mondiale au moment où le capital international découvre les vertus de l'Afrique, mais aussi nécessité «d'adosser la politique et la gestion économique aux principes et valeurs de gouvernance». Les cinq thèmes retenus pour servir de base aux discussions des ateliers reprennent ces préoccupations en leur donnant le rang d'impératifs.

Il s'agit en effet de construire une vision et des capacités stratégiques, politiques et intellectuelles au service d'une refondation de l'économie africaine. Il importe aussi de recouvrer la souveraineté sur l'ensemble des ressources naturelles en les mettant au service d'économies durables. Il faut par

ailleurs repenser l'industrialisation et l'entreprise dans la stratégie de développement du continent.

Outre ces objectifs, l'Afrique doit également veiller à promouvoir de nouvelles visions et de nouvelles approches en matière de développement des territoires et des économies. Enfin, elle doit «construire une architecture et des systèmes financiers endogènes au service de son développement».

Les participants à la conférence – ils viennent des 5 régions de l'Afrique et certains d'autres continents- représentent les catégories professionnelles les plus variées des secteurs public et privé. Ils représentent également la diaspora africaine et les gouvernements des pays participants. Outre le ministre marocain des affaires générales et de la gouvernance et celui du commerce extérieur, participent à la réunion le ministre sénégalais de la communication et l'économie numérique et le ministre burkinabé de l'aménagement du territoire.

Ouvrant les travaux de la réunion, Mohamed El Ouafa a dit l'intérêt du Maroc pour la coopération avec les autres pays africains et mis en exergue les grandes potentialités du continent, un ensemble de pays qui connaissent le plus grand taux d'expansion, mais dont le revenu moyen par habitant est 6 fois inférieur à la moyenne mondiale.

Le ministre qui a mis en exergue l'action du Maroc en faveur de l'émancipation des pays du continent et dit la volonté du Royaume de participer à conforter les indépendances par la coopération, a également plaidé pour un développement endogène du continent. Il faut dépasser le legs colonial et promouvoir un développement respectueux des spécificités continentales, a-t-il déclaré en substance.

Cinquante ans après les indépendances, il nous incombe d'inventer notre propre modèle de développement durable, inclusif et communément partagé. Pour ce faire, il a estimé que la mise sur pied d'économies régionales durables capables de promouvoir et de conforter la coopération Sud-Sud est déterminante.

Il a affirmé que le Maroc a érigé cette question en orientation cardinale en ouvrant son économie à 34 pays du continent. Il a également précisé que le Royaume est lié au reste du continent par 300 conventions et par des accords préférentiels avec 17 dont il a par ailleurs effacé la dette. Il a aussi expliqué l'effort du secteur privé marocain pour consolider cette coopération Sud-Sud. C'est à un appel en faveur du renforcement des liens intra-africains tout aussi pressant que le ministre de la communication sénégalais a consacré l'essentiel de son allocution. Il a jugé que pour se développer plus vite, il faut agir tout à la fois sur les structures et sur l'amélioration de la gouvernance.

Le sous-développement n'est pas une malédiction mais simplement un passage vers le développement, a-t-il clamé. Et encore : le secteur privé n'est pas l'ennemi du public. Il a aussi estimé que l'Afrique se doit de prendre les raccourcis et qu'il n'est pas nécessaire d'inventer la «pierre fracassée». Exemple, a-t-il déclaré, 10% de croissance en télécoms engendrent un point de plus du PIB.

Pour le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation du Burkina Faso, l'Afrique doit renégocier sa place dans le monde. Il a estimé que l'action de développement doit commencer par le renforcement des capacités organisationnelles et des institutions locales et territoriales. Il a considéré que le Maroc qui a une intelligence économique novatrice est un modèle pour des pays africains et a appelé à une mutualisation des expériences et des projets. Appel que l'Alliance a réitéré en invitant l'Afrique à prendre son destin en main et à fêter le centenaire des indépendances politiques dans la souveraineté économique.

Ahmed Salaheddine Le : 2014-01-28 N° : 3095